

Sommet de Johannesburg : Mugabe s'est ouvertement moqué de Nkurunziza

Jeune Afrique, 16 juin 2015 Crise au Burundi, el-Bashir et la CPI, le show de Mugabe! Ce qu'il faut retenir du sommet de l'UA Le 25e sommet de l'UA a pris fin lundi soir à Johannesburg. Largement consacré à la crise burundaise, il a aussi été dominé par la polémique sur la présence du président soudanais Omar el-Bashir malgré sa demande d'arrestation par la CPI. L'Union africaine appelle à trouver un consensus au Burundi La crise au Burundi a été le thème central de ce 25e sommet de l'Union africaine (UA), organisé du 7 au 15 juin à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le dialogue totalement bloqué entre le camp présidentiel et l'opposition, sur fond de tensions entre Hutus et Tutsis, fait craindre à beaucoup d'observateurs une dégradation de la situation en guerre civile. L'UA, qui suit ce dossier depuis près d'un an, entendait donc prendre des mesures fortes pour trouver une solution politique et pacifique à cette crise. Sans parler ouvertement d'un report des élections législatives et présidentielles, fixées par les autorités burundaises aux 29 juin et 15 juillet, l'organisation panafricaine a réclamé la reprise du dialogue entre les parties adverses pour trouver un consensus sur une date d'élections crédibles et transparentes. La commission de l'UA a décidé l'envoi immédiat d'une cinquantaine d'experts militaires et d'observateurs des droits de l'homme pour superviser le désarmement des milices et autres groupes armés à travers le pays. Le médiateur onusien Saïd Djinnit ayant jeté l'éponge, la conduite de la médiation internationale est désormais confiée au chef de l'État tanzanien Kikwete, président en exercice de la Communauté est africaine (CEA). « Globalement, tout le monde est plutôt satisfait des décisions de l'UA, glisse un diplomate occidental présent à Johannesburg. Nous n'en attendons pas tant. Il faut maintenant que la CEA assure la suite. » Une réunion de suivi des ministres des Affaires étrangères de l'organisation régionale est-africaine se déroule actuellement au Burundi. Son objectif sera de pousser Pierre Nkurunziza et son gouvernement, jusque-là totalement imperméables aux différentes pressions internationales, à infléchir leur position. La question de la légitimité d'un éventuel troisième mandat du président burundais a en revanche été abordée. Seul Smaïl Chergui, commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, a affirmé dans sa conférence de clôture, lundi soir, que « tout, y compris la candidature du président pour un nouveau mandat, devrait faire partie du dialogue ». La guerre civile au Soudan du Sud toujours à l'ordre du jour Autre crise abordée lors de ce sommet de l'UA : la guerre civile meurtrière au Soudan du Sud. Depuis décembre 2013, les partisans du président Salva Kiir et ceux de son ancien vice-président Riek Machar se livrent à des combats sanglants, qui ont déjà fait plusieurs dizaines de milliers de morts et deux millions de déplacés ou réfugiés. « Nous devons faire beaucoup plus d'efforts pour arrêter ce carnage. Nous ne pouvons plus le tolérer », a estimé Nkosazana Dlamini-Zuma, la présidente de la Commission de l'UA. Présent à Johannesburg, l'ancien président malien Alpha Oumar Konaré, désigné envoyé spécial pour tenter de résoudre le conflit sud-soudanais, a été officiellement investi au cours de ce sommet. Outre cette nomination, l'organisation panafricaine a demandé la réunion rapide d'un « comité ad hoc de haut niveau » sur le Soudan. Composée des chefs d'État et de gouvernement de cinq pays issus des cinq régions du continent – l'Algérie, le Tchad, l'Afrique du Sud et le Rwanda –, il sera chargé d'appuyer la médiation actuelle de l'Igad (l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui regroupe huit pays est-africains). Protégé par l'Afrique du Sud, Omar el-Bashir défie la CPI Sa présence à Johannesburg a monopolisé l'attention des médias et des délégations à la bonne partie du sommet. Arrivé samedi soir en Afrique du Sud, le président soudanais Omar el-Bashir a rapidement déclenché la polémique. Accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide durant le conflit à Darfour, il est visé depuis 2009 par un mandat d'arrêt international de la Cour pénale internationale (CPI). Quelques heures après son arrivée, un tribunal de Pretoria a rendu un jugement demandant au gouvernement sud-africain de ne pas laisser el-Bashir quitter le territoire national tant qu'il n'aurait pas étudié la demande de son arrestation formulée par la CPI. Mais le président soudanais, officiellement présent à Johannesburg pour participer au sommet de l'UA, n'a rien à craindre. Les autorités sud-africaines, qui ne cachent pas leurs critiques contre la CPI, ont appliqué la règle implicite imposant aux pays hôtes de sommets localisés de l'UA d'accorder la protection et l'immunité aux participants. Omar el-Bashir, après avoir assisté sereinement au sommet avec ses homologues, a donc repris l'avion lundi matin à destination de Khartoum sans encombre, avant même que le tribunal de Pretoria ait rendu son verdict. Robert Mugabe fait le show en ouverture du sommet Fidèle à ses habitudes, Robert Mugabe a livré dimanche un discours remarqué lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. Âgé de 91 ans, le président zimbabwéen, à galeme en exercice de l'UA, a démontré qu'il était toujours un tribun hors pair. Sans surprise, il a visé une de ses cibles habituelles : les pays occidentaux et leurs dirigeants. Il a notamment fustigé l'ancien président américain, George W. Bush, et l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, pour leur intervention contre l'Irak de Saddam Hussein. Selon lui, « Little Bush » et « Little Blair » n'avaient qu'une idée en tête : s'emparer du pouvoir irakien. Tout comme le président français Nicolas Sarkozy et l'italien Silvio Berlusconi. « Je savais qu'il aimait les femmes, mais pas la guerre » avec la Libye, a-t-il ajouté. « Le pauvre Kadhafi ». Robert Mugabe a également critiqué la limitation des mandats présidentiels. « Nous, Africains, nous nous passons une corde autour du cou en disant que nos présidents doivent effectuer deux mandats. C'est aussi la démocratie si les peuples veulent que leurs dirigeants restent au pouvoir », a-t-il déclaré. Mais le président zimbabwéen s'est aussi ouvertement moqué de son homologue burundais Pierre Nkurunziza, qui entend effectuer un troisième mandat anticonstitutionnel. « Vous en voulez un de plus mais vous devez trouver une excuse. Alors vous déclarez que le premier n'était pas un vrai mandat, parce que vous avez été choisi par les parlementaires et non par le peuple. Mais vous étiez bien là pendant cinq ans ! » Ses mots ont déclenché de nombreux rires dans le public, ces derniers ont aussi souri lorsqu'on se penche sur le propre parcours de Mugabe, lequel est au pouvoir depuis 1987.